

NOS ÉLU·ES MUNICIPAUX ONT LE CHOIX : **amazon** OU LE CLIMAT



#STOPAMAZON

Pourquoi cibler Amazon ?

la numéro 1 de la surproduction ●

#StopAmazon

Climat

La fabrication et le transport des produits électroniques et textiles sont **responsables d'1/4 de nos émissions de Gaz à effet de serre** (ADEME 2018)

Pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C degré à la fin du siècle, d'ici 2030, il faudrait réduire par 10 les mises en marché de produits textiles et environ par 3 celles des produits électronique.

Amazon c'est...

- le **1er distributeur de produits électroniques** et **1er distributeur en ligne de produits textiles** en France.
- 11 milliards de produits vendus par an dans le monde. La 1ère multinationale de la distribution
- 3 nouveaux méga-entrepôts en construction pour doubler sa capacité de stockage en France d'ici 2021
- Une stratégie de vente à perte compensée par d'autres activités

Emploi

La construction de zones commerciales et d'entrepôts en périphéries détruit les commerces locaux de toute la France par...

- une réduction du besoin en main d'œuvre,
- un dumping sur les prix
- l'évitement de l'impôt, sur le revenu mais aussi de la TVA, plus d'1 milliard d'euros par an sont fraudés sur les sites de e-commerce chaque année.
- recours à des sociétés écrans,
- Amazon aurait payé 39 million d'euros d'impôts en France en 2017, pour un chiffre d'affaire estimé à 8 milliards environ : 0,46% de son CA
- l'ensemble des entrepôts de vente en ligne sont pour l'heure exemptés de Taxe sur les Surface commerciales

Conséquences sur les emplois :

- 6090 emplois de réparateurs disparus depuis son implantation en France
- 7 900 emplois détruits en France en 2018 par Amazon
- 448 000 emplois détruits aux Etats-Unis, soit 2,5fois plus que le nombre d'emplois créés
- la menace de disparition d'environ 3 millions d'emplois aux Etats-Unis dans la grande distribution

Conséquences sur les conditions de travail :

- Cadences exacerbées
- Incitation à la délation
- Licenciements abusifs

Démocratie

Amazon met en concurrence les territoires français sur la base d'un chantage à l'emploi et empêche tout débat démocratique autour de ses implantations. En sélectionnant les élu·es avec qui l'entreprise négocie et en les muselant via des clauses de confidentialités ils empêchent que les autres élu·es et la population du territoire ne soient avertis. Quand les citoyen·nes découvrent qu'Amazon s'installe, les permis de construire sont souvent déjà signés et les possibilités de recours quasi épuisées.

Notre Demande

Amazon est le numéro 1 de la destruction du climat et des emplois. Ses pratiques doivent changer dès maintenant !

Les élu·es municipaux de nos territoires peuvent empêcher ces destructions s'ils décident de dire "Non" à Amazon. Leurs décisions locales ont des conséquences nationales voire européennes. Nous leur demandons donc, au nom de l'intérêt général, de ne pas se rendre complices de la destruction des commerces de proximité, des emplois et du climat et de s'engager à **stopper la construction de nouvelles zones commerciales et entrepôt e-commerce sur leur territoire dès maintenant dans leur programme municipal.**

Face à la destruction des emplois et du climat, ils n'ont qu'un choix : **Stopper Amazon ou les laisser nous détruire !**



Ne pas jeter sur la voie publique